A. D. 1807. Anno Quadragesimo septimo Georgii III. C. 17.

un ou plusieurs livres tenus par le Sécrétaire ou telle autre personne ou personnes Membres de la dite Société, qui sera ou seront appointées pour cet effet, avec lesquels seront entrés, de tems en tems, les appointements de tous les officiers, et l'état des sonds de la dite Société, tant de ceux qui seront alors entre les mains de leur Trésorier ou autres Officiers, que de ceux-qui seront entre les mains d'aucunes autres personnes quelconques, et seront signés par les dits Membres et par tous ceux qui en deviendront Membres ci-après, et seront à toutes Assemblées de Quartier ouverts pour l'inspection de tous les Membres de la dite Société, et telles Règles, Ordres et Réglements ainsi enrégistrés et signés seront estimés Ordres originaux, et seront reçus en témoignage comme tels dans toutes disputes et, dans tous procès devant la dite Cour du Banc du Roi.

XIII. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, qu'il sera et pourra être loisible à la dite Société de recevoir des donations entre viss ou legs de meubles de toute personne quesconque pour le soutien et l'augmentation de son dit sonds, et toute tellé somme ou sommes seront applicables aux esseus généraux de la dite Société, de la même manière qu'il est ou sera ordonné d'appliquer les contributions des divers Membres de la dite Société en conséquence du présent Acte, et ne seront point appliquées d'une autre manière.

La fociété pourra accepter des donations entrevifs ou lega de biens personels.

XIV. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité sussité, qu'aucunes amendes à être imposees sous l'autorité de cet Acte ne seront mises en sorce, et qu'aucunes procédures n'auront lieu pour en éxiger le payement, que jusqu'à ce que l'imposition de telles amendes ait été approuvée et consirmée avec les autres Ordres, Règles et Réglements de la dite Société par la dite Cour du Banc du Roi, et toutes et telles amendes, quand et comme elles seront levées ou reçues, seront payées entre les mains du Réceveur Général de Sa Majesté, et il en sera tenu compte à Sa Majesté, ses Héritiers et Successeurs par la voie des Lords Commissaires du Trésor de Sa Majesté pour le tems d'alors, en telle manière et sorme que Sa Majesté, ses Héritiers et Successeurs voudront bien l'ordonner.

Les amendes impolées par cet Acte ne seront misses en force que jusqu'à ce que leur impositionait été approuvée par la Cour du Banc du Roi.

Il en sera tenu compte à Sa Majesté.

XV. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité sussite, qu'il sera loisible en aucun tems à l'avenir au Gouverneur, Lieutenant Gouverneur ou à la Personne ayant l'Administration du Gouvernement de cette Province pour le tems d'alors, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Sa Majesté, soit par Proclamation ou par Avertissement dans la Gezette de Québec, de dissoudre ou séparer telle Société, et d'annuller tous les pouvoirs et autorités donnés à la dite Société par cet Acte (excepté comme ci-après mentionné) de la manière dont tel Gouverneur, Lieutenant Gouverneur, ou la Personne ayant l'Administration du Gouvernement de cette Province et le Conseil jugi ront à propos. Pourvu néanmoins, que nonobstant aucune telle dissolution ou separation qui sera ainsi mentionnée dans aucune telle Proclamation

Le Gouverneur &c. pourra diffoudre la fociété.

La fociété pour ra, nonoblant tel le diffolution s'affembler pour